



## Territoires de Kalehe, Masisi, Nyiragongo et Rutshuru Provinces du Nord et Sud Kivu, République Démocratique du Congo

### CONTEXTE DE L'ÉVALUATION

La province du Nord Kivu (NK) est marquée par une intensification des affrontements entre acteurs armés dans les territoires de [Rutshuru et Masisi au cours du premier trimestre 2023](#). Ces affrontements ont donné lieu à d'importants mouvements de population jusqu'au [territoire voisin de Kalehe dans la province du Sud Kivu \(SK\)](#).

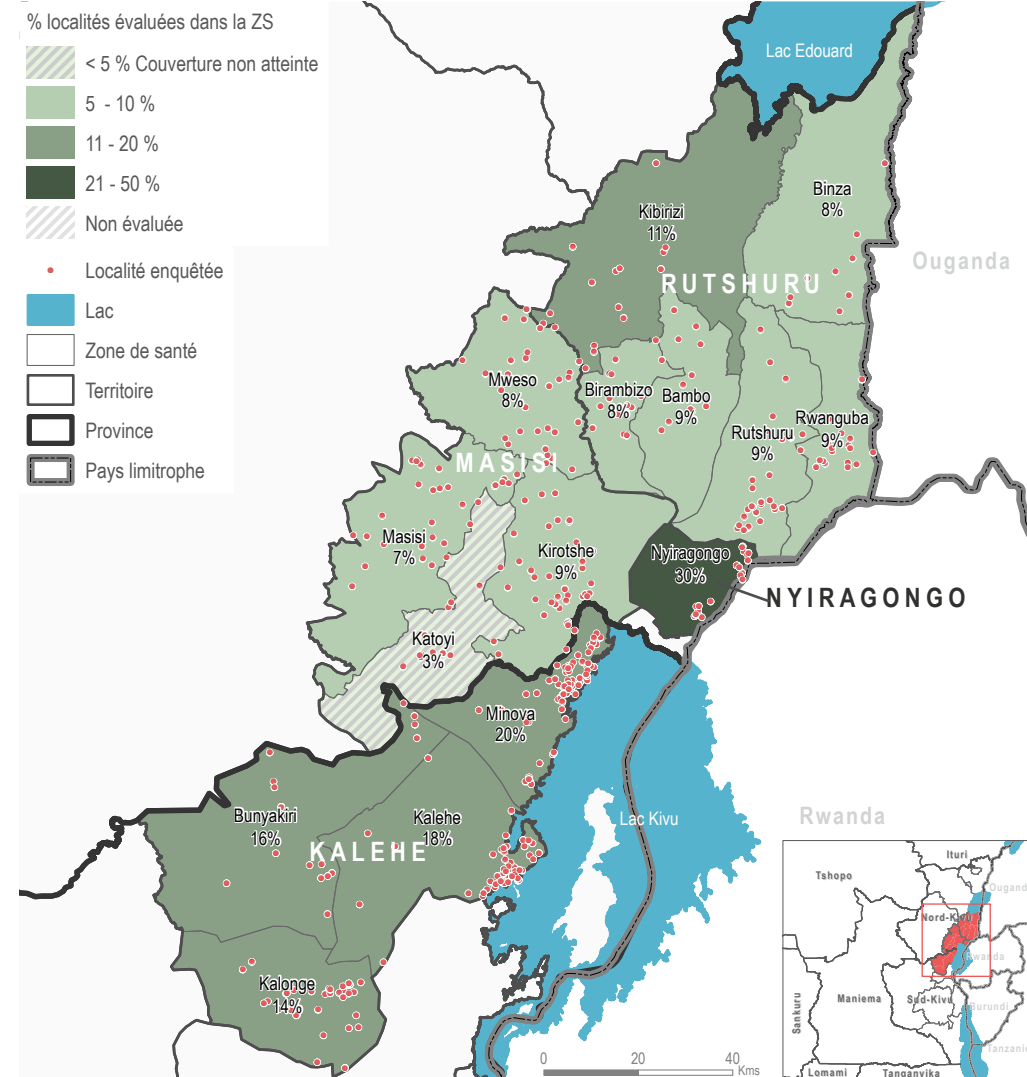
Afin de pallier au manque d'information dans ces [zones difficiles d'accès et touchées par des crises depuis plusieurs années](#), REACH a mis sur pied un suivi de la situation humanitaire au NK et au SK. Il a pour objectif de collecter des informations, d'analyser et de partager régulièrement des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels et des dynamiques de déplacement dans les zones de santé (ZS) les plus affectées de ces provinces.

**Ce document présente l'analyse des résultats de cette évaluation multisectorielle est complémentaire aux deux fiches d'information qui synthétisent l'ensemble des résultats de cette évaluation pour le Nord Kivu et Sud Kivu.** Les fiches d'information et les aperçus de la situation humanitaire liés à ce projet sont disponibles sur le [Centre de ressources](#).

### MESSAGES CLÉS

- Les conflits armés dans la province du NK étaient à l'origine de déplacements de population très importants à l'intérieur de cette province et vers celle du SK.
- Le contexte sécuritaire et les déplacements liés avaient un fort impact sur l'accès aux terres et à la nourriture et sur le prix des denrées alimentaires, fragilisant davantage la sécurité alimentaire des territoires évalués.
- Le territoire de Kalehe était particulièrement impacté par des aléas naturels à l'origine de déplacements de population et de difficultés pour la pratique de l'agriculture.
- Parmi les besoins prioritaires de la majorité de la population, le besoin de nourriture était largement dominant sur l'ensemble de la zone évaluée.
- L'accès aux services de base était davantage limité par des problématiques sécuritaires dans les territoires de Masisi, Nyiragongo et Rutshuru, et par des problématiques économiques et structurelles dans le territoire de Kalehe.

### COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE DE L'ÉVALUATION



## Méthodologie

Afin de donner un aperçu de la situation humanitaire de zones difficiles d'accès, REACH utilise une méthodologie de collecte de données dite «Zone de Connaissance». Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires des zones évaluées, en particulier pour celles difficilement accessibles. Les informations collectées sont des perceptions sur les besoins humanitaires multisectoriels, l'accessibilité des services de base et les dynamiques de déplacement. Les données ont été collectées au niveau des localités à travers des entretiens en face-à-face ou à distance avec des informateurs clés (IC). Les IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (moins d'un mois) et détaillée des localités évaluées. Les données obtenues par plusieurs IC interrogés pour une même localité ont été agrégées à l'échelle de la localité avant de mener l'analyse. A l'échelle d'une zone de santé (ZS), les résultats sont rapportés uniquement si un seuil minimal de couverture de 5% de localités évaluées a été atteint (sur le total de localités répertoriées). Dans le cas contraire, les résultats obtenus dans cette ZS ne sont pas intégrés aux analyses. Les données, présentées par pourcentage de localités évaluées, peuvent être rapportées dans le document à l'échelle des ZS ou des territoires.

Cette fiche présente les résultats de la **collecte de données ayant eu lieu entre le 18 avril et le 06 mai 2023, dans les ZS de Kalehe, Minova, Bunyakiri, Kalonge, Bambo, Binza, Birambizo, Katoyi, Kibirizi, Kirotshe, Masisi, Mweso, Nyiragongo, Rutshuru et Rwanguba.**

Les résultats se basent sur 587 enquêtes structurées en face à face et 429 enquêtes structurées à distance auprès d'IC dans **417 localités**.

Les résultats se basent également sur **16 groupes de discussion (GD)**, stratifiés avec des IC membres des communautés hôtes ou des IC déplacés, réalisés dans les localités de Kalehe (ZS de Kalehe), Minova (ZS de Minova), Sake (ZS de Kirotshe) et Kibati (ZS de Nyiragongo).

**Les résultats, rapportés ici en % de localités évaluées, doivent être considérés comme indicatifs. Sauf indication contraire, les résultats de chaque indicateur portent sur une période de rappel de 30 jours précédant la collecte de données.**

## Chocs et Incidents

Le contexte sécuritaire de la province du NK au cours de la période évaluée (mars-avril) était marqué par une hausse du nombre d'incidents et de déplacements selon les rapports mensuels de monitoring de protection réalisés par INTERSOS et le UNHCR de [mars](#) et [avril](#) 2023. Ce contexte impactait très largement la majorité de la population de la zone évaluée. Au cours du mois précédant la collecte de données, **les IC rapportaient des chocs ayant touché la population de 96% des localités évaluées des trois territoires de Rutshuru, Nyiragongo et Masisi au NK, et de 91% de celles du territoire de Kalehe au SK.**

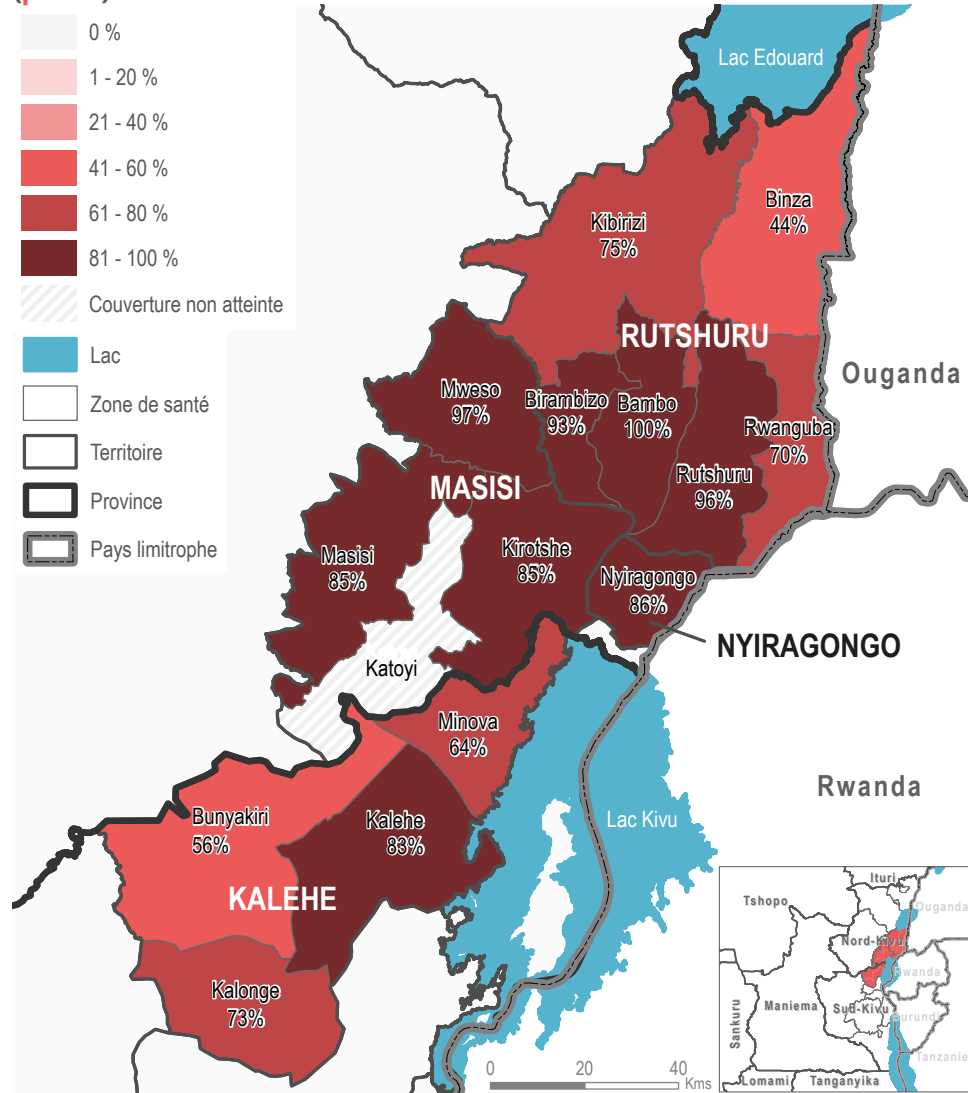
La nature de ces chocs rapportés différait cependant fortement entre les localités évaluées dans les provinces du NK et SK. Au NK, ces chocs étaient en effet liés selon les IC aux conflits armés dans **91%** des cas. Au SK, les aléas naturels (inondations et glissements de terrain) représentaient le premier type de choc rapporté par les IC dans les localités touchées (**51%**), devant les conflits armés (**10%**), à l'exception de la ZS de Bunyakiri, frontalière du NK, où les conflits armés étaient le type de choc le plus fréquemment rapporté.

**Ces conflits armés étaient à l'origine d'un nombre significatif d'incidents dans lesquels un ou plusieurs civils avaient été tués.** Une corrélation était en effet nettement observée entre les zones où il était rapporté par les IC le plus de ces conflits et celles où ces incidents étaient les plus fréquemment rapportés. **Ce type d'incident était rapporté dans 76% des localités évaluées dans le NK, contre 49% dans le territoire de Kalehe.** Dans le NK, la présence de conflits armés était notamment rapportée dans toutes les localités évaluées des ZS de Rutshuru, Bambo et Birmbizo, et les incidents meurtriers pour des civils y étaient respectivement rapportés dans 96%, 82%, 79% des localités évaluées. Dans le territoire de Kalehe au SK, la situation en termes d'incidents meurtriers pour les civils était hétérogène entre les quatre ZS de ce territoire. Un écart important pouvait en effet être observé entre les ZS de Kalehe (67% des localités évaluées) et de Minova (53%) où des incidents mortels étaient rapportés dans plus de la moitié des localités évaluées par les IC, par rapport à celles des ZS de Bunyakiri (33%) et de Kalonge (20%) situées plus au sud.

La prépondérance des chocs liés aux conflits armés dans le sud-est de la province du NK était confirmée par les participants aux GD organisés dans cette province à Kibati et Sake. L'ensemble des participants, communautés hôtes comme déplacées, rapportaient des cas de violences commises par des groupes armés (vols, viols, assassinats, enlèvements) à l'égard des populations à l'intérieur de localités, et de sites et camps de déplacés comme celui de Kanyarutchina dans la ZS de Nyiragongo.

## ➔ ➔ Déplacements de population et conséquences

**% de localités évaluées où les IC rapportaient au moins un incident dans lequel une ou plusieurs habitations ont été pillées, incendiées ou détruites (par ZS) :**



La présence de personnes déplacées internes (PDI)<sup>1</sup> avait été rapportée dans **79% des localités évaluées par les IC**, et dans les plus fortes proportions dans les localités évaluées des ZS de Minova (99%), Kalehe (97%) et Kalonge (92%) du territoire de Kalehe au SK (voir carte des Principaux flux de déplacements des PDI page 4). Ce n'est cependant pas dans les localités évaluées de ces ZS que les PDI constituaient le plus souvent la majorité de la population. Cela était davantage rapporté au NK, notamment dans les localités évaluées des ZS de Mweso (52%), Nyiragongo (33%) et Birambizo (31%).

**La présence de PDI semblait donc plus fréquente dans les localités évaluées du territoire de Kalehe, mais c'est dans le NK que les PDI représentaient le plus souvent la majorité de la population des localités évaluées.** Cela pouvait notamment être expliqué par le nombre important de conflits armés au NK qui auraient forcé les PDI à se concentrer dans certaines localités jusque-là épargnées par les conflits, tandis que le contexte sécuritaire relativement plus sûr du territoire de Kalehe aurait permis aux PDI de se déplacer davantage dans les localités de leur choix.

La présence de retournés<sup>2</sup> avait été rapportée par les IC dans **58%** des localités évaluées, dans des proportions significativement plus fortes pour les ZS du NK.



**Les IC ont en effet rapporté la présence de retournés dans 62% des localités évaluées des trois territoires du NK, contre 38% dans celles du territoire de Kalehe.**

Les localités évaluées des ZS de Kibirizi (82%), Birambizo (79%) et Mweso (77%) sont celles où leur présence était la plus fréquemment rapportée par les IC, cela étant également confirmé dans l'[Évaluation Rapide de Crise M23 \(Mars 2023\) de la DTM](#).

Les dynamiques de déplacements entre PDI et retournés semblaient donc différentes, comme semblait en témoigner la faible présence de retournés dans les localités évaluées où la présence de PDI étaient fortement rapportée par les IC, tel que pour les ZS de Kalehe et Minova.

Pour ces deux groupes de population en revanche, la dernière arrivée importante datait des 30 jours précédant la collecte de données dans **100%** des localités évaluées où les IC avaient rapporté la présence de PDI (341 localités concernées) et de retournés (219 localités concernées). Cette information allait également dans le sens de l'[Évaluation Rapide de Crise M23 \(Mars 2023\) conduite par la DTM](#), qui indiquait une augmentation significative et sans précédent depuis mars 2022 de l'afflux de PDI dans la province du Nord Kivu au mois de mars 2023.

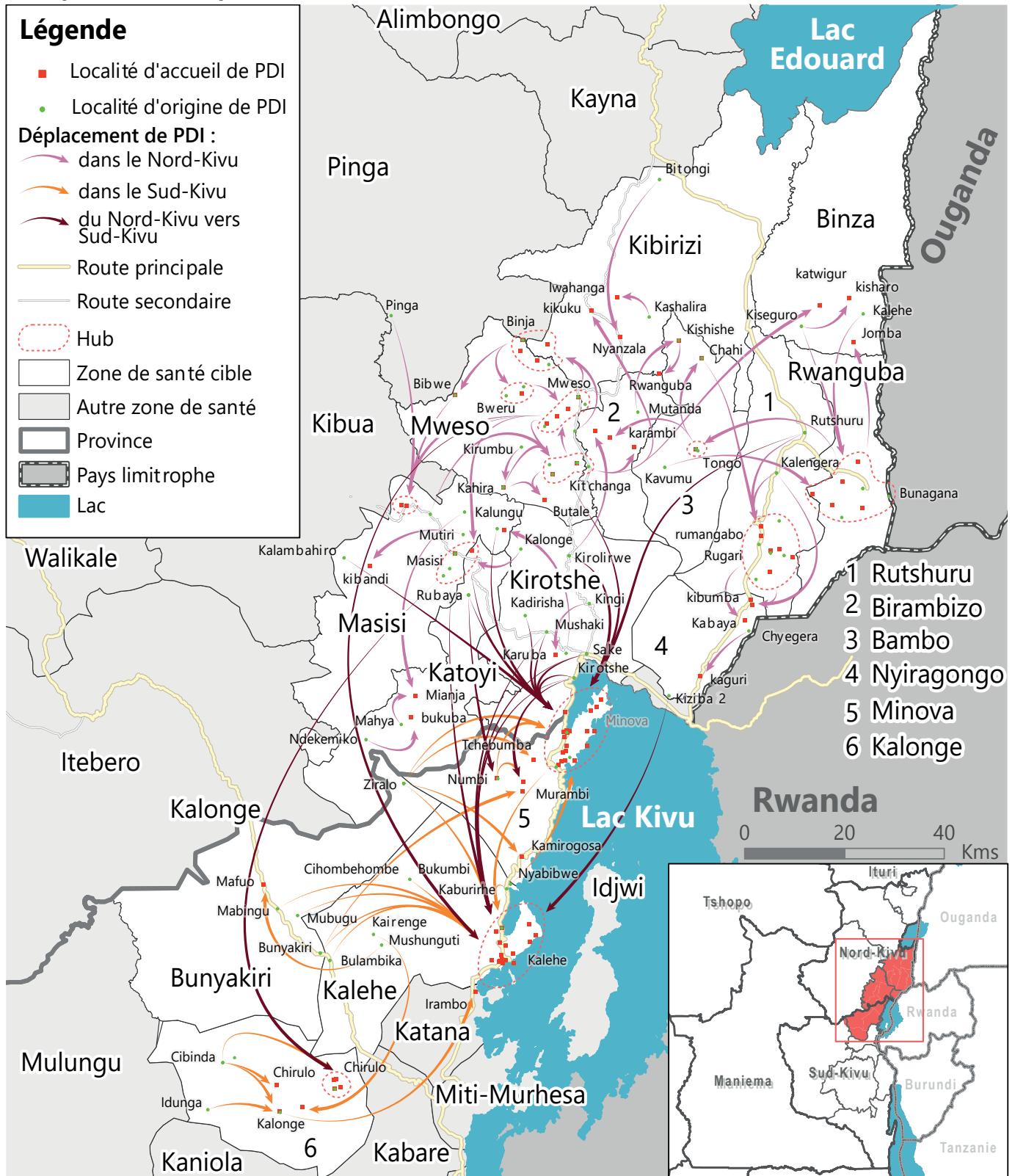
1. Toutes les personnes ayant subi un déplacement forcé en raison d'une crise ou d'un choc et qui résident actuellement dans un site ou en famille d'accueil à l'intérieur de leur pays d'origine depuis moins de 18 mois.

2. Toutes les personnes qui sont volontairement retournées dans leurs zones d'origine, sans nécessairement avoir rejoint / retrouvé leurs logement ou localité exacte d'origine depuis moins d'un an.

La carte de déplacements des PDI ci-dessous met en évidence un certain nombre de dynamiques de déplacement observées par les IC dans les localités évaluées lors du mois précédent la collecte de données. Dans les territoires évalués du NK, on pouvait constater **i) des déplacements limités au sein d'une même ZS ou entre des ZS voisines, avec certaines localités étant à la fois un lieu d'accueil et de départ.** Ces dernières pouvaient correspondre à des lieux de passage pour les PDI, représentées en termes de 'hubs' sur la carte ; **ii) des déplacements importants vers la province du SK depuis la majorité des ZS évaluées du sud de la province du NK** à l'exception de celle de Nyiragongo, probablement en raison de sa proximité avec la ville de Goma et de ses sites/camps de déplacés dans sa périphérie.

Au SK, la majorité des déplacements semblait trouver son **origine dans la zone des Hauts-Plateaux, à l'ouest du territoire, vers les ZS de Minova et Kalehe où se concentraient à proximité du littoral du Lac Kivu la majorité des localités d'accueil des PDI originaires du NK et SK**, comme rapporté par les IC dans les localités évaluées de ces ZS (voir page 3).

**Principaux flux de déplacements des PDI :**



## Déplacements de population et conséquences

### Facteurs de répulsion

Dans les localités évaluées du NK, **les chocs sécuritaires étaient le principal facteur expliquant les départs de PDI de leur localité d'origine**. Les IC rapportaient en effet dans **96%** des localités évaluées de cette province que la population avait subi un choc au cours du mois précédant la collecte de données. Ces chocs avaient entraîné le départ de plus de la moitié de la population dans **94%** de ces localités et correspondaient à des conflits armés dans **91%** des cas selon les IC. Une information confirmée par la [Matrice de suivi des déplacements au Nord Kivu de mars 2023](#). Ainsi, les ZS où les conflits armés étaient les plus fréquemment rapportés dans les localités évaluées, telles que celles de Bambo, Birambizo et Rutshuru, correspondaient à celles où le plus de départs de PDI étaient rapportés par les IC.

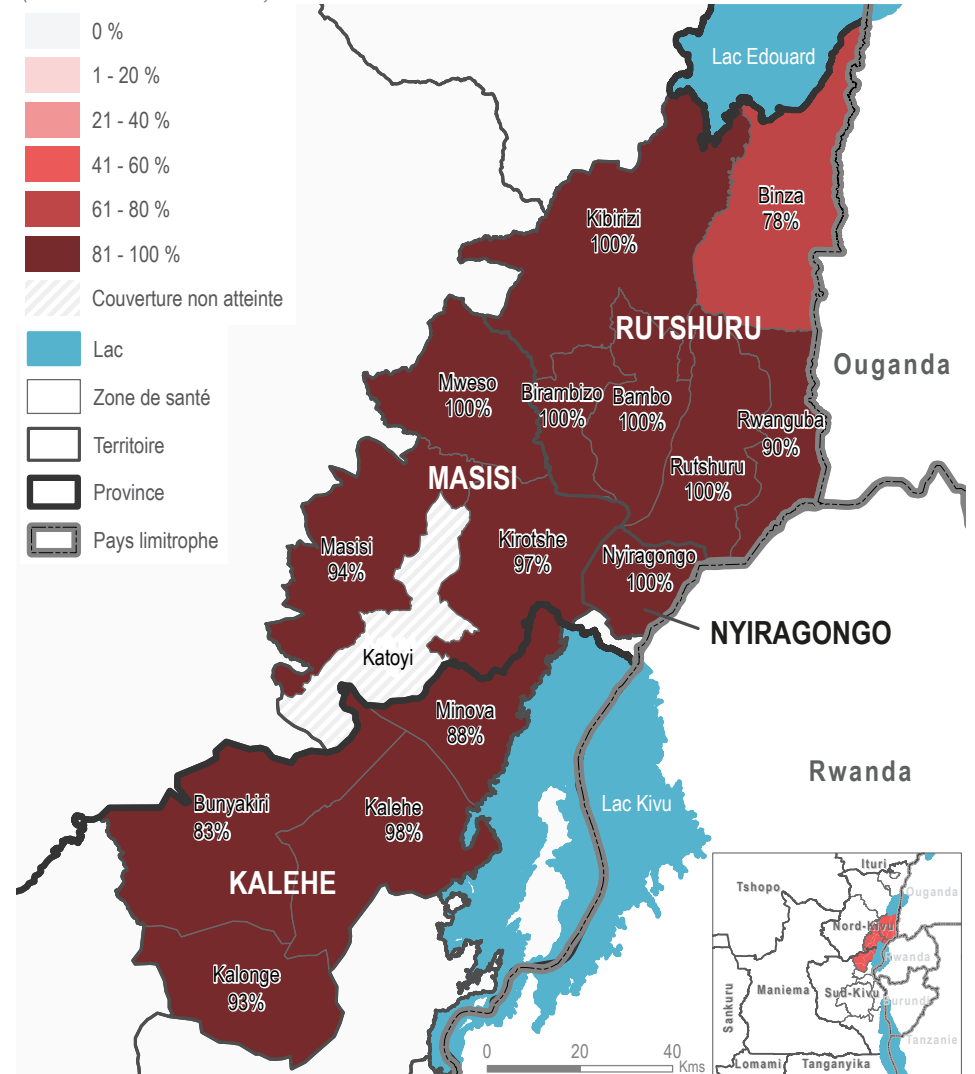
Certains participants PDI aux GD organisés à Sake rapportaient également qu'ils avaient quitté leur localité de manière préventive à la suite de rumeurs, et qu'un certain nombre de localités aux alentours de Sake avaient été totalement vidées de leur population. De plus, certains participants hôtes et PDI affirmaient qu'ils étaient prêts à quitter Sake si la situation sécuritaire venait à se détériorer.

Dans les localités évaluées du territoire de Kalehe au SK, des chocs affectant la population avaient été rapportés dans **91%** des localités évaluées par les IC, mais n'avaient entraîné le départ de plus de la moitié de la population que dans **36%** des localités concernées. Selon les IC, seule la ZS de Bunyakiri, frontalière du NK, présentait les conflits armés comme le type de choc le plus fréquent parmi les localités évaluées (33%). Dans les autres ZS du territoire, les aléas naturels (inondation et glissement de terrain) représentaient le premier type de choc rapporté par les IC, avec en moyenne **47%** des localités évaluées concernées pour le territoire.

A l'inverse des ZS évaluées du NK, ce sont celles de ce territoire du SK où les conflits armés étaient le moins rapportés qui enregistraient la plus forte présence de PDI selon les IC.

Ces informations semblaient confirmées par les participants des GD organisés à Kalehe, qui rapportaient que la présence des PDI originaires de la zone des Hauts-Plateaux, en particulier des localités de la ZS de Bunyakiri, s'expliquait par une fuite liée à la présence de groupes armés.

**% de localités évaluées ayant subi un choc qui avait entraîné un large déplacement de plus de la moitié de la population, selon les IC (par ZS) :**  
(394 localités concernées)



## Déplacements de population et conséquences




### Facteurs d'attraction

Le principal facteur d'attraction expliquant la présence de PDI et de retournés dans les localités évaluées étaient également de nature sécuritaire d'après les IC enquêtés. Parmi les différents facteurs rapportés, **une meilleure situation sécuritaire dans la localité de déplacement ou de retour était en effet la raison la plus fréquemment rapportée pour expliquer leur présence dans une majorité de localités dans l'ensemble des territoires couverts.**

Concernant les PDI, **83%** des localités évaluées du territoire de Kalehe avaient été choisies pour leur meilleure situation sécuritaire comme localités de déplacement selon les IC. Cela reflétait la meilleure situation sécuritaire relative de ce territoire par rapport à celle des territoires évalués du NK. Pour les localités évaluées des territoires de Masisi (47%) et Rutshuru (49%), la présence d'autres membres de la famille comme facteur d'attraction était rapportée par les IC dans des proportions presque aussi importantes qu'une meilleure situation sécuritaire. L'accès à des abris était quant à lui le plus fréquemment rapporté pour les localités évaluées du territoire de Nyiragongo (36%) [où se situent notamment un grand nombre de camps de déplacés.](#)




#### Principales raisons rapportées par les IC expliquant le choix de la localité d'accueil par les PDI, en % de localités évaluées :

(341 localités concernées ; 3 réponses les plus souvent citées)

Une meilleure situation sécuritaire		60%
Présence d'autres membres de la famille		38%
Accès à des abris		23%

#### Principales raisons rapportées par les IC expliquant le retour des retournés et rapatriés dans la localité, en % de localités évaluées :

(219 localités concernées ; 3 réponses les plus souvent citées)

Amélioration de la sécurité dans la localité de retour		56%
Détérioration de la sécurité alimentaire dans la localité de départ		44%
Amélioration des conditions de vie dans la localité de retour		11%

D'après les répondants des GD réalisés à Kibati auprès de PDI qui vivent notamment dans le site de déplacés de Kanyaruchinya, accueillant des déplacés originaires des territoires de Rutshuru, Masisi et Nyiragongo, la majorité des ménages qui avaient quitté préventivement le territoire de Nyiragongo au cours du premier trimestre 2023 seraient déjà rentrés dans leur localité d'origine au moment de l'évaluation.

Les participants des GD organisés à Sake (ZS de Kirotshé) estimaient quant à eux qu'environ la moitié des déplacés qui étaient présents dans la ville de Sake seraient également déjà retournés dans leur localité d'origine, et les PDI restant exprimaient une volonté de retour dès que la sécurité serait rétablie.

Selon ces GD, des déplacements allers-retours entre les sites de déplacés et les localités d'origine étaient également observés dans le Masisi et le Rutshuru, motivés par la recherche de nourriture.



Dans **95%** des localités évaluées, les IC ont rapporté le rétablissement de la sécurité dans la localité d'origine comme condition principale requise pour que la majorité des personnes déplacées puisse envisager un retour vers leur localité d'origine.

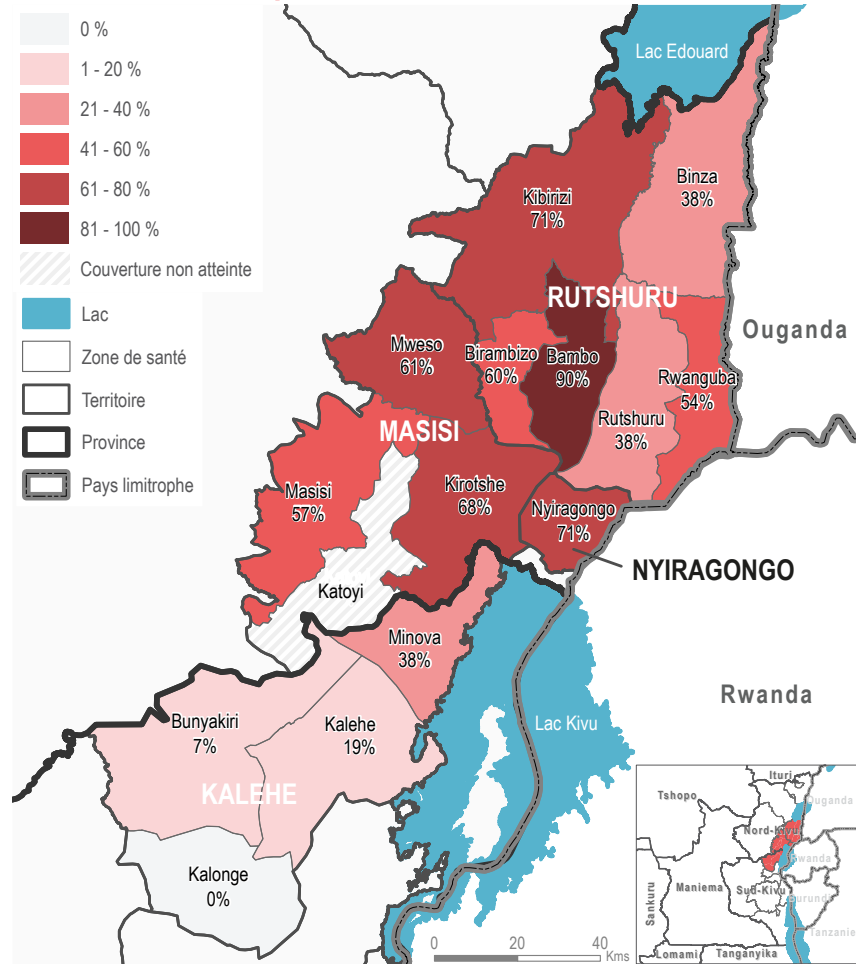
### Vulnérabilité en termes d'abris

Parmi les différents types de lieu dans lesquels vivaient les PDI, les familles d'accueil étaient les plus fréquemment rapportées par les IC, dans **77%** des localités évaluées et jusqu'à **89%** dans le territoire de Kalehe. Au delà de ce type de lieux largement majoritaire où vivaient les PDI, des différences d'un territoire à l'autre pouvaient être observées entre les autres types de lieux où vivaient les PDI et la vulnérabilité qu'ils induisaient. La présence de PDI vivant dans un site spontané ou un camp était plus importante parmi les localités évaluées des territoires de Masisi (43%) et de Nyiragongo (43%) que dans celles des territoires de Rutshuru (22%) et de Kalehe (7%). Le territoire de Rutshuru était cependant caractérisé par de fortes proportions rapportées de PDI vivant dans des écoles ou d'autres types de bâtiments collectifs, devant celles du Masisi et de Kalehe. Ainsi, ce **recours plus important par les PDI à des lieux impliquant une forte vulnérabilité en termes d'abris (sites spontanés et camps, écoles et autres bâtiments collectifs) dans les trois territoires évalués du NK par rapport au territoire de Kalehe** était également rapporté par les documents portant sur les PDI et retournés pour le [NK, SK et Maniema](#) publiés par OCHA en mars 2023.

Ces informations rejoignaient celles expliquant le choix des localités d'accueil par les PDI (page 6), l'accès à des abris étant facteur d'attraction le plus fréquemment rapporté par les IC dans les localités évaluées du territoire de Nyiragongo et le moins rapporté dans celles du territoire de Kalehe.

## → Déplacements de population et conséquences

% de localités évaluées où des PDI vivaient dans un ou plusieurs types d'abris vulnérables<sup>1</sup> (par ZS) : (341 localités concernées)



1. Dans un site/camp de déplacés, dans une école ou un autre type de bâtiment collectif (église, bâtiment administratif, etc.), ou à l'air libre en brousse.

Concernant les retournés, les IC rapportaient dans les localités évaluées du NK que la majorité des retournés résidaient dans leur propre habitation (87%). Dans le territoire de Kalehe au KS, la majorité des retournés résidaient en revanche dans des familles d'accueils dans 78% des localités évaluées d'après les IC. On observait donc comme pour les PDI (page 6), une prévalance des familles d'accueil en termes d'abris dans les localités évaluées du SK.

Les participants des GD organisés à Kibati avaient cependant mis en avant les difficultés rencontrées par les retournés en terme d'abris suite à l'utilisation des matériaux de leurs habitations laissées vacantes, utilisés en leur absence comme combustibles par d'autres ménages. Les mêmes participants faisaient également part de la promiscuité d'un nombre important de PDI qui vivaient dans des abris d'urgence exposés aux intempéries.

**Supports de couchage et couvertures disponibles pour la majorité de la population (par groupe de population selon les IC, en % des localités évaluées (par territoire) :**



### Impacts sur le niveau de faim et les prix des marchés

Dans 86% des localités évaluées où une arrivée importante de PDI était rapportée au cours des 3 derniers mois précédant la collecte de données, **cette arrivée avait eu, d'après les IC, un fort impact sur les ressources alimentaires disponibles pour la majorité de la population.** Cet impact était le plus fréquemment rapporté dans les ZS de Minova (98% des localités évaluées) et Kalehe (94%), là où la présence de PDI était la plus forte (page 2).

Selon les participants membres des communautés hôtes des GD réalisés à Kibati (ZS Nyiragongo), Sake (ZS Kirotshe), Minova et Kalehe, cet impact se traduisait systématiquement en **une augmentation du prix des denrées alimentaires.** Pour certains de ces participants, en raison de cette augmentation et du nombre important de PDI vivant en famille d'accueil (page 6), les PDI étaient de plus en plus considérées comme une charge importante pour ces familles d'accueil. Par ailleurs, les participants PDI interrogés se considéraient eux-mêmes comme responsables de l'augmentation du prix des denrées.

Cet impact sur les ressources alimentaires était également mis en évidence par le bulletin des prix alimentaires et non-alimentaires de l'[Initiative conjointe de suivi des marchés \(ICSM\) de mars 2023](#). La hausse importante du coût du panier de dépenses minimum (MEB) était en effet attribuée aux mouvement de populations fuyant l'insécurité des zones sous influence de groupes armés. Ces mouvements étaient à l'origine de l'augmentation des prix, ainsi que d'une insuffisance des produits disponibles sur les marchés pour satisfaire l'entièreté de la demande.

## Déplacements de population et conséquences

### Sécurité et protection

Le sentiment de sécurité rapporté pour la majorité de la population des localités évaluées semblait directement lié à la nature des chocs subis (page 2). Les IC semblaient en effet indiquer que les populations se sentaient plus en sécurité lorsqu'elles avaient été moins impactées par les chocs liés aux conflits armés. En résultait une différence significative entre les localités évaluées dans les trois territoires du NK et celles du territoire de Kalehe (SK):



**Au Nord Kivu, les IC rapportaient que la majorité de la population se sentait en sécurité dans seulement 6% des localités évaluées, cela étant le cas dans aucune localité évaluée du territoire de Nyiragongo.**



**Dans le territoire de Kalehe, les IC rapportaient que la majorité de la population se sentaient en sécurité dans une majorité de localités évaluées (55%), en particulier pour la ZS de Minova (65%).**

Ce sentiment d'insécurité au sein des localités évaluées semblait avoir un effet direct sur les limitations de mouvement de leur population, celles-ci étant rapportées dans 35% des localités évaluées au NK et dans 17% de celles au SK.

**La crainte pour sa propre sécurité comme origine des limitations de mouvement de la population était en effet le facteur le plus fréquemment rapporté (93%) dans l'ensemble des localités** où les IC avaient rapporté de telles limitations. Cela était rapporté de manière moins importante dans les localités évaluées du territoire de Kalehe (79%). Dans ce territoire, les localités évaluées des ZS de Minova (43%) et Kalehe (31%) étaient par ailleurs celles où les IC rapportaient le plus fréquemment des limitations de mouvement liées à des restrictions imposées par les autorités officielles. Des restrictions imposées par les groupes armés étaient rapportées pour la population de 20% des localités évaluées dans les trois territoires du NK (contre 12% dans le territoire de Kalehe).

Selon les IC interrogés, le sentiment d'insécurité ne semblait en revanche pas lié à la présence et au nombre de déplacés présents dans les localités. Cela malgré une présence des PDI parfois assimilée à une augmentation de la criminalité par les communautés hôtes interrogées lors des différents groupes de discussion (voir Relation entre communautés hôtes et PDI ci-après).

Dans les groupes de discussions réalisés au SK (Minova et Kalehe), les participants mettaient davantage en avant la présence de groupes armés sur les axes menants aux Hauts-Plateaux comme facteur d'insécurité. De manière plus spécifique, à Minova c'était davantage les participants PDI qui témoignaient d'un sentiment d'insécurité, lié à l'instauration d'un couvre-feu, la forte présence militaire, l'absence de documents d'identités à présenter aux autorités et au racket sur les dessertes agricoles au retour de travaux agricoles journaliers. Ainsi, les PDI apparaissaient dans cette ZS comme plus exposés et vulnérables que les personnes autochtones, celles-ci rapportant des incidents uniquement en dehors de leur propre localité.

### Relation entre communautés hôtes et PDI

Dans l'ensemble des GD organisés au SK et NK, **des tensions entre les populations hôtes et déplacées étaient mises en avant par les participants.** Si certaines sources de dégradation de la cohésion sociale entre les communautés hôtes et PDI semblaient communes à l'ensemble des différents GD, d'autres semblaient cependant plus spécifiques à une certaine ZS ou localité.

La hausse du prix des denrées alimentaires, de l'insécurité, du recours au vol de cultures dans les champs, ainsi que de la prévalence de maladies étaient ainsi rapportées par l'ensemble des participants aux différents GD comme sources de tension.

La charge exercée par les PDI sur les ressources alimentaires et en termes d'abris était davantage rapportée par les participants aux GD du territoire de Kalehe au SK. Au NK, l'insuffisance de structures relatives à l'eau, l'hygiène et l'assainissement était spécifiquement rapportée par les participants comme élément constitutif des tensions entre les populations déplacés et hôtes. Cette information était également rapportée par le [Rapport mensuel de monitoring de protection](#) publié par Intersos pour le mois d'avril 2023.

A Sake (ZS de Kirotshe), la durée prolongée de la crise représentait pour les participants hôtes un des principaux facteurs de tension. Enfin, dans la ZS Nyiragongo où se concentre un nombre important de camps de déplacés, c'est plus particulièrement l'inégalité dans l'assistance humanitaire perçue par la communauté hôte qui semblait être le principal facteur de dégradation de la cohésion sociale entre les deux communautés.





## Moyens de subsistance

L'agriculture était rapportée selon les IC comme source de revenu pour les ménages de 81% des localités évaluées, devant le travail journalier et le petit commerce également rapportés respectivement dans 50% et 42% des localités évaluées. **Le recours à l'agriculture comme principale source de revenu apparaissait de manière homogène entre les territoires évalués.** Par rapport à cette source de revenu largement dominante, le nombre de localités dans lesquelles il était rapporté que plus de la moitié des ménages avait pratiqué l'agriculture au cours du mois précédant la collecte était relativement faible (43% des localités évaluées). Cette différence pouvait s'expliquer par les différentes difficultés rencontrées récemment pour pratiquer l'agriculture et au peu d'autres sources de revenu possibles pour les populations des zones évaluées.

### % de localités évaluées dont plus de la moitié des ménages pratiquaient l'agriculture, selon les IC (par territoire) :



Les barrières les plus fréquemment rapportées par les IC dans les localités évaluées des trois territoires du NK reflétaient les récents chocs sécuritaires ayant affecté cette zone : **le manque d'accès sécurisé pour accéder aux terres et la présence de conflits armés ou encore le vol et le pillage des cultures.** Ce manque d'accès sécurisé apparaissait notamment comme la barrière la plus fréquemment rapportée dans toutes les ZS du NK, en particulier pour les ZS de Bambo (82% des localités évaluées), Mweso (73%) et Rwanguba (65%). Les trois barrières pour la pratique de l'agriculture les plus fréquemment rapportées dans les localités évaluées du territoire de Kalehe se distinguaient fortement de celles des territoires du NK : **l'abondance des pluies et les inondations, l'infertilité du sol et le manque de terres cultivables.** Bien que très problématiques, ce type de barrières traduisait une relative meilleure situation sécuritaire pour ce territoire.

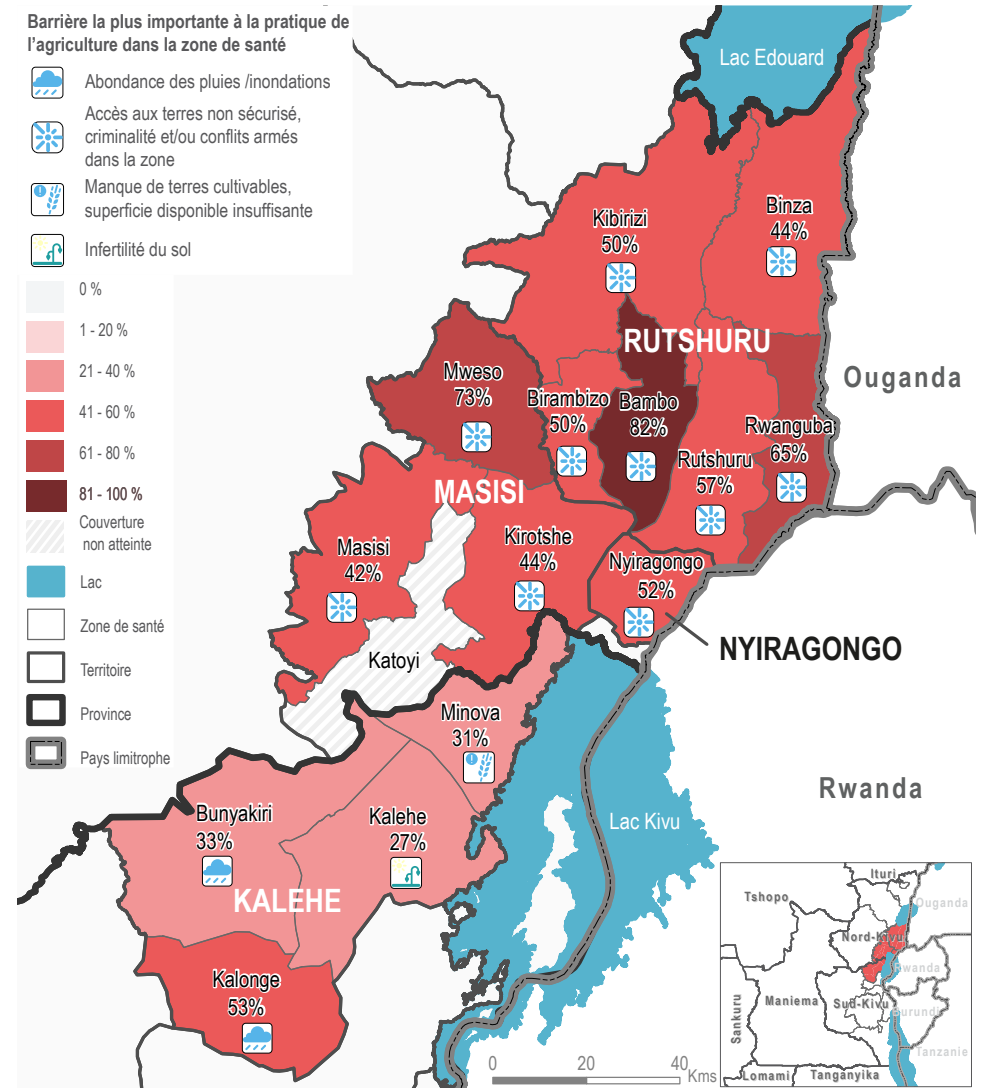


Dans 56% des localités évaluées du NK, les IC rapportaient le manque de sécurité pour l'accès aux terres et la présence de conflits armés dans la zone comme première barrière par ordre d'importance pour l'agriculture.



Dans 24% des localités évaluées du SK, l'abondance des pluies et les inondations correspondaient à la première barrière pour l'agriculture selon les IC, en particulier dans les ZS de Kalonge (53% des localités évaluées) et Bunyakiri (33%).

### % de localités évaluées, par premier type de barrière à l'agriculture rapportée par les IC (par ZS) :



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE

**REACH** Informing more effective humanitarian action



## Moyens de subsistance

Les réponses des participants aux GD confirmaient ces informations, notamment à Kibati (ZS Nyiragongo) et Sake (ZS Kirotshé) où le manque de sécurité et les incidents sur les dessertes agricoles étaient rapportés par les participants hôtes et PDI comme principales barrières pour l'agriculture et la cueillette. Une information également confirmée par le [Rapport mensuel de monitoring de protection](#) d'Inter-sos pour le NK au mois de mars 2023. A Minova, les participants PDI rapportaient également des cas d'extorsion de la part de groupes armés sur les dessertes agricoles. A Minova ainsi qu'à Kalehe, les participants hôtes rapportaient d'avantage les aléas naturels comme principale barrière pour l'agriculture.

### 'Travail journalier' et 'Petit commerce' rapportés par les IC comme l'une des principales sources de revenu des ménages, en % de localités évaluées (par territoire) :



En dehors de l'agriculture, **le travail journalier et le petit commerce** représentaient les **seconde et troisième sources de revenus** les plus rapportées par les IC (respectivement dans 50% et 42% de l'ensemble des localités évaluées). Si l'on compare ces résultats à ceux des [précédentes évaluations conduites dans ces territoires](#), il apparaît que le travail journalier (rapporté comme l'une des principales sources de revenu dans 7% des localités évaluées dans le territoire de Kalehe en novembre 2022 et de Nyiragongo, Masisi et Rutshuru en décembre 2022) semblait avoir pris une place beaucoup plus importante parmi les principales sources de revenu. Bien que rapporté dans le NK dans des proportions similaires par rapport à la précédente évaluation, le petit commerce comme principale source de revenu était plus fréquemment rapporté dans les localités évaluées du territoire de Kalehe (53% des localités évaluées, contre 25% en novembre 2022). Ces augmentations observées pour ces deux types de source de revenu pourrait notamment s'expliquer par les barrières rapportées pour accéder aux terres, afin de compenser la pratique plus difficile de l'agriculture dans ce contexte sécuritaire.

1. Une source d'eau est améliorée quand elle est protégée de l'extérieur, p.ex. eau courante/robinet, puits creusé couvert, puits à pompe/forage, camion-citerne/charrette avec citerne, kiosque/échoppe/boutique à eau, eau de pluie, eau en bouteille/sachet, etc.  
 2. Une source est non-améliorée quand elle n'est pas protégée de l'extérieur, p.ex. puits creusé non-couvert/traditionnel, source naturelle non-aménagée, etc.

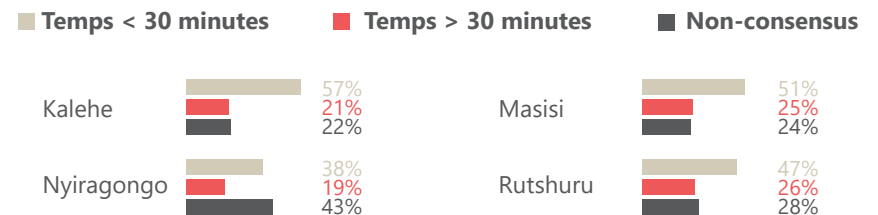


## Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

L'accès aux sources d'eau améliorées<sup>1</sup> pour la majorité de la population avait été rapporté dans **40%** des localités évaluées des quatre territoires. Bien que près de la moitié de ces localités évaluées avaient accès aux sources d'eau améliorées, la situation pouvait localement rester critique, telle que dans la ZS de Kalonge où la population de 45% des localités évaluées utilisait des sources d'eau non-améliorées<sup>2</sup>. Par ailleurs, **l'utilisation d'eau de surface comme source d'eau principale était forte dans certaines ZS du NK (Nyiragongo, 43% des localités évaluées; Bambo, 36%; Kirotshé, 31%). Ces ZS étaient notamment marquées par une forte concentration de PDI suite aux récents déplacements, traduisant des [besoins critiques d'accès en eau potable pour ces groupes de population](#).**

Cet accès limité à l'eau potable était généralement expliqué par les IC par le **nombre insuffisant des points d'eau et le temps d'attente élevé sur les points d'eau**. Cela était particulièrement le cas pour la ZS de Bunyakiri où les IC avaient rapporté pour **72%** des localités évaluées le nombre insuffisant des points d'eau comme une difficulté d'accès. De plus, les participants membres de la communauté hôte et PDI des GD conduits à Sake et Kibati mettaient en avant l'insuffisance des points d'eau comme une des principales difficultés aux besoins en eau pour la population. Cette insuffisance de point d'eau poussait parfois les PDI à utiliser l'eau de pluie comme source d'eau de boisson principale, entraînant des maladies hydriques dans les sites de PDI et leurs environs. Ceux des GD de Kalehe et Minova, rapportaient un temps d'attente parfois de plus d'une heure pour accéder à la source d'eau la plus proche, ainsi que le nombre limité de sources d'eau et la quantité d'eau insuffisante comme les principaux problèmes auxquels faisaient face les populations, générant des tensions sur les lieux de puisage.

### Temps nécessaire inférieur à 30 minutes selon les IC pour la majorité de la population pour se rendre à la source d'eau principale, récupérer l'eau et rentrer chez soi, en % de localités évaluées (par territoire) :



L'accès aux infrastructures sanitaires était également problématique suite aux conflits armés dans le NK, notamment en raison de la pression démographique liée aux récents mouvements PDI. **Pour l'ensemble des quatre territoires évalués, les IC rapportaient l'utilisation des latrines non-hygiéniques<sup>1</sup> par la majorité de la population dans 85% des localités évaluées**, et la pratique de la défécation à l'air libre (DAL) par la majorité de la population était rapportée dans 7% des localités évaluées. La pratique de la DAL était vraisemblablement plus répandue pour les PDI, vivant notamment au niveau de sites ou de camps de déplacés où les conditions de vie étaient particulièrement précaires.

Outre le manque ou l'absence d'installations sanitaires (latrines/toilettes) rapportés par les IC comme barrière principale pour 35% des localités évaluées, les barrières limitant l'accès à de telles installations les plus fréquemment rapportées étaient le fait qu'elles n'étaient pas propres (44% des localités évaluées) et non-fonctionnelles (17% des localités évaluées). Selon les participants des GD conduits à Kibati dans le territoire de Nyiragongo, malgré des interventions humanitaires en EHA la moitié des latrines n'étaient plus fonctionnelles. Les latrines fonctionnelles étaient quant à elles surpeuplées, poussant la population à la DAL.

Enfin, les IC avaient rapporté dans 88% des localités évaluées, que la majorité de la population ne disposait pas de savon ou de système fonctionnel de lavage des mains. Les PDI participant au GD de Minova rapportaient avoir été sensibilisés à l'utilisation du savon pour limiter les risques sanitaires par une ONGI, mais que faute de moyens, le sable restait principalement utilisé à la place du savon.

## Éducation

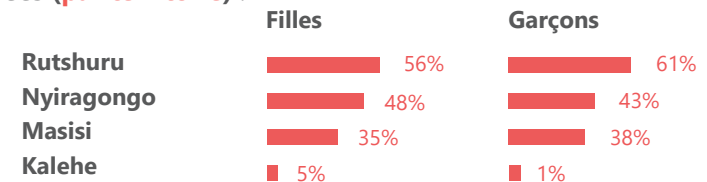
Au cours du premier trimestre 2023, [la province du Nord-Kivu connaissait à l'échelle nationale le plus grand nombre d'incidents touchant des établissements scolaires](#).

Ces incidents étaient principalement rapportés comme des attaques de groupes armés dans les localités de ces établissements, l'occupation des écoles par les PDI ou encore des catastrophes naturelles, impactant tous fortement les conditions d'accès à l'éducation dans cette province. Un nombre significativement inférieur d'incidents similaires était rapporté dans la province du SK.

Lors de la période d'avril-mai 2023 couverte par cette évaluation, **le contexte sécuritaire représentait encore pour les trois territoires évalués dans le NK la principale limite à l'éducation, tandis que la population des localités évaluées dans le territoire de Kalehe au SK semblait davantage souffrir de limites économiques et structurelles**. Parmi les 63% de localités évaluées au sein des trois territoires du NK où les IC rapportaient qu'aucune école primaire fonctionnelle n'était accessible à moins d'une heure de marche, 77% de ces cas l'étaient pour des raisons sécuritaires. Cela en particulier pour les territoires de Nyiragongo (92% des localités évaluées) et de Rutshuru (81%).

A l'inverse, l'absence d'une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche était rapportée pour seulement 22% des localités évaluées du territoire de Kalehe, 70% des cas étant dû au fait qu'aucune école n'avait jamais existé à proximité de ces localités. Pour les localités évaluées du territoire de Kalehe dans le SK, le coût de la scolarisation des enfants (inscription, fournitures, etc.) était rapporté par les IC comme la barrière majeure pour l'éducation des filles (78% des localités évaluées) et des garçons (85%).

### Insécurité rapportée par les IC comme principale barrière pour l'éducation de la majorité des filles / garçons, en % de localités évaluées (par territoire) :



L'occupation des établissements scolaires par les PDI représentant un obstacle majeur pour l'éducation était quant à elle davantage mise en avant par des personnes appartenant aux communautés hôte et participant aux groupes de discussion organisés à Sake et Minova où se concentrait un nombre important de déplacés (voir page 3). Plus spécifiquement, à Minova où l'on enregistrait une forte concentration de déplacés, les PDI participant aux groupes de discussion insistaient davantage sur la faim et le manque de fournitures scolaires comme principale barrière à l'éducation de leurs enfants.

Dans la ville de Kalehe, la vétusteté des matériaux de construction des écoles et les destructions dues aux aléas naturels étaient rapportées comme obstacles majeurs par les participants. Cela était corroboré par les IC dans les localités évaluées du territoire de Kalehe, celui-ci étant le territoire où l'éducation était la plus fréquemment rapportée comme étant délivrée dans des bâtiments temporaires, non-durable et/ou endommagés (21% des localités évaluées, contre 5% des localités évaluées dans le NK).

1. Latrines à fosse sans dalle ou plateforme, trous ouverts, etc.



Au regard des autres secteurs, les résultats de cette évaluation ne semblent pas indiquer d'impact majeur des chocs précédemment évoqués (conflits armés, aléas naturels) sur le secteur de la santé et notamment sur l'accès aux soins. L'insécurité comme principale barrière à l'accès aux soins était par exemple la plus fréquemment rapportée par les IC dans la ZS de Bambo dans 18% des localités évaluées. La destruction ou l'endommagement des infrastructures de santé en raison de combats armés étaient rapportés par les IC au maximum dans 4% des localités évaluées de la ZS de Rutshuru.

A l'échelle des quatre territoires évalués, **la barrière la plus importante pour l'accès aux soins selon les IC était le coût des soins et médicaments trop élevé pour 46% des localités évaluées**, tandis que le manque de disponibilité des médicaments représentait la deuxième barrière la plus importante pour 32% des localités évaluées. L'accès aux structures de santé fonctionnelles à moins d'une heure de marche demeurait relativement élevée (73% de l'ensemble des localités évaluées) selon les IC, bien que celui-ci était plus limité dans les localités évaluées des ZS de Kalehe (36%) et Rutshuru (43%). La pratique de l'accouchement à domicile, ainsi que le recours à l'automédication étaient mis en avant par les participants des GD de Kalehe et Minova en raison du coût trop élevé des soins. Selon certains participants de Minova, ce coût trop élevé était directement responsable de décès par manque de soins. L'ensemble de ces informations traduisaient de **problématiques économiques et dans une moindre mesure structurelles limitant davantage l'accès aux soins pour la majorité de la population** des zones évaluées.

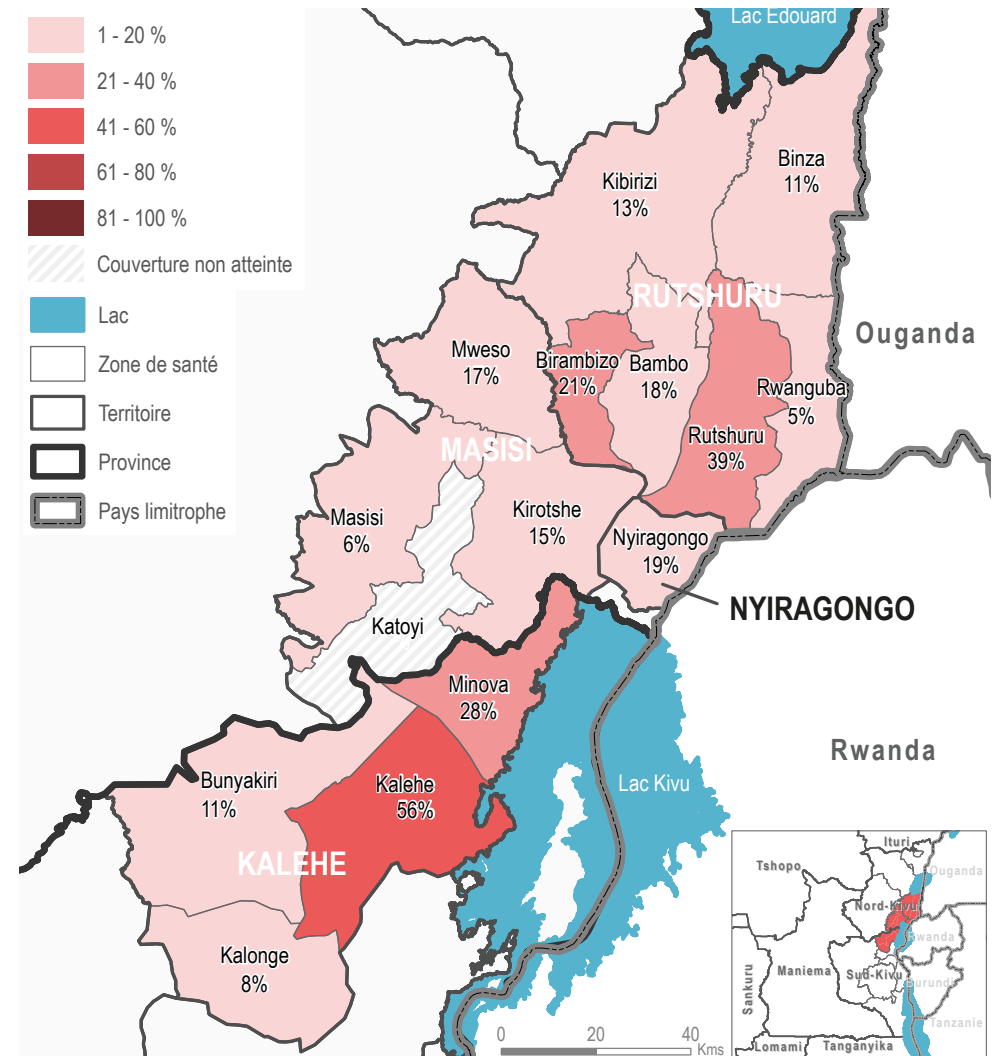
**% de localités évaluées dont la majorité des femmes accouchait dans une structure de santé, selon les IC (par territoire) :**



Au delà des limites à l'accès aux soins mentionnées plus haut, il fallait également noter que l'obtention des soins pour la majorité de la population pouvait également être entravée par des discriminations selon les IC.

Ces discriminations étaient particulièrement rapportées dans les localités évaluées des territoire de Kalehe (20%) et de Nyiragongo (10%). Dans les localités évaluées du territoire de Kalehe, ces discriminations visaient particulièrement les personnes déplacées, tandis que pour les localités évaluées du territoire de Nyiragongo, ces discriminations étaient davantage d'ordre ethnique.

**% de localités évaluées dont la structure de santé fonctionnelle la plus proche se trouvait à plus d'une heure de marche à pied, selon les IC (par ZS) :**





## Stratégies d'adaptation et besoin d'assistance

### Stratégies d'adaptation

Face aux niveaux de vulnérabilité décrits pour les populations dans les territoires évalués, [notamment de forte insécurité alimentaire](#), les stratégies d'adaptation rapportées dans les localités évaluées reflètent ces vulnérabilités dans un contexte de chocs et de déplacements importants de population. Les résultats de ces évaluations indiquent que **les stratégies d'adaptation les plus utilisées portent directement sur la consommation ou sur l'achat de nourriture**.

**La diminution du nombre de repas par jour et/ou des quantités de nourriture par repas représentait la stratégie la plus utilisée, rapportée dans 48% des localités évaluées**, avec des valeurs particulièrement fortes dans les ZS de Bunyakiri (72%) et de Kalonge (95%) au sud du territoire de Kalehe. Cette stratégie était décrite comme une diminution de trois à un repas par jour d'après la totalité des GD organisés dans le SK et NK. L'emprunt d'argent auprès d'un ami ou d'un parent pour acheter de la nourriture était respectivement rapporté dans 51% et 36% des localités évaluées du SK et du NK. La demande d'argent ou de nourriture auprès de personnes non-apparentées était à l'inverse plus forte dans le NK, rapportée respectivement dans 16% et 24% des localités évaluées du SK et du NK. Cette tendance inverse entre les ZS évaluées du SK et NK pouvait refléter les déplacements plus importants de population dans le NK en raison des récents conflits armés, impliquant une plus forte dépendance des personnes déplacées de l'aide de communautés d'accueil. Le territoire de Kalehe, et notamment ses 2 ZS méridionales Bunyakiri et Kalonge, ayant connu relativement moins de déplacements en raison des ces conflits, leur population pouvait ainsi davantage s'appuyer sur leurs propres connaissances pour s'adapter au manque de nourriture. Par ailleurs, la stratégie d'adaptation consistant à acheter de la nourriture grâce à de l'argent emprunté était significativement plus rapportée dans le territoire de Kalehe (26% des localités évaluées) que dans les trois territoires ciblés du NK (9% des localités évaluées), cela confirmant cette plus forte capacité à emprunter de l'argent ou de la nourriture auprès de proches dans ce territoire du SK. D'autres stratégies d'adaptation, telles que l'envoi de membre de la famille vers des camps de déplacements pour obtenir de l'aide, l'abatage et la vente de bétail ou encore la vente d'actifs, étaient plus rarement rapportées (<10% des localités évaluées). Cette plus faible utilisation de ces stratégies au regard de celles portant directement sur la consommation de nourriture ou son obtention directe, pourrait notamment être due au fait qu'elles soient plus difficilement réalisables dans ce contexte de chocs et de déplacements de population.

Les GD réalisés à Sake (ZS Kirotshe) et Kibati (ZS Nyiragongo) permettaient également de mettre en évidence l'usage de certaines stratégies d'urgence, à la fois par des membres de communautés autochtones que par des PDI. Le recours à la mendicité et la prostitution était décrit sans distinction de statut de déplacement. Les vols dans les cultures agricoles étaient néanmoins uniquement commis par les PDI dans ces ZS selon les participants des GD (CH et PDI).

**Stratégies d'adaptation utilisées par certains ménages pour se procurer ou acheter de la nourriture, selon les IC, en % de localités évaluées (par territoire) :**

	Rutshuru	Nyiragongo	Masisi	Kalehe
Réduire les quantités de nourriture et/ou le nombre de repas par jour	50%	33%	38%	51%
Emprunt de nourriture ou d'argent auprès d'une personne apparentée	34%	52%	36%	51%
Demander de la nourriture ou de l'argent auprès d'une personne non-apparentée	23%	19%	25%	18%
Acheter de la nourriture avec de l'argent emprunté	6%	14%	12%	26%
Consommer des semences destinées à la prochaine saison ou des cultures pas encore mûres	8%	10%	12%	11%
Vendre des biens de la maison	3%	10%	7%	9%
Envoi des enfants et/ou de membres de la famille pour manger chez un voisin	3%	5%	9%	9%
Cueillir et consommer des aliments sauvages	6%	0%	4%	8%
Envoi de membres de la famille vers un camp de déplacement pour obtenir de l'aide	2%	0%	3%	3%
Recours à la prostitution	1%	0%	0%	4%



## Stratégies d'adaptation et besoin d'assistance

### Besoins

Parmi les différents besoins prioritaires rapportés pour la majorité de la population, le **besoin de nourriture était largement prépondérant dans les quatre territoires évalués. Malgré l'usage de stratégies d'adaptation décrites ci-dessus, le besoin en nourriture était rapporté comme premier besoin prioritaire dans 75% des localités évaluées.** Au regard d'autres [évaluations multisectorielles conduites précédemment dans la zone](#), ce besoin prioritaire déjà prédominant ne semblait pas influencé par les récents chocs et mouvements de PDI pouvant avoir un impact sur la sécurité alimentaire de la zone.

Les autres types de besoins (articles ménagers essentiels, soutien en matière d'abris, eau potable, soins médicaux, etc.) ressortaient comme deuxièmes ou troisièmes besoins prioritaires selon les IC, et étaient généralement rapportés de manière disparate pour la plupart dans moins de 10% de localités évaluées. Les fortes valeurs de "Non-consensus" obtenues pour ces deuxièmes et troisièmes besoins prioritaires, comprises entre 25 et 68% pour les territoires évalués, traduisaient des besoins multisectoriels très divers qui touchaient les populations des zones évaluées, au delà du manque critique de nourriture.

**Les deux territoires de Nyiragongo et Rutshuru se distinguaient néanmoins avec les articles ménagers essentiels rapportés comme second besoin prioritaire** pour la majorité de la population en des proportions légèrement plus fortes, respectivement dans 37% et 26% des localités évaluées. Ce second besoin relativement plus présent que dans les autres territoires évalués pouvait s'expliquer par le grand nombre d'arrivées de PDI suite aux récents chocs, ces derniers n'ayant pour la plupart pu se déplacer avec ce type de biens essentiels. **Le territoire de Kalehe se distinguait également avec l'accès à des moyens financiers ('cash')** rapporté comme second besoin prioritaire pour la majorité de la population dans 33% des localités évaluées (jusqu'à 57% dans la ZS de Minova), ce besoin n'étant presque jamais exprimé dans les autres territoires évalués. Cette spécificité pouvait s'expliquer par une relative meilleure situation dans ce territoire, notamment avec une possibilité plus importante de dépenses au niveau des marchés et des services de bases. On notait également que le soutien en matière de protection était très faiblement rapporté comme besoin prioritaire, ce besoin n'étant même jamais rapporté dans le territoire de Kalehe, cela malgré les récents chocs sécuritaires ayant affecté la zone.

### Assistance humanitaire

Les besoins rapportés pour la majorité de la population des zones évaluées reflétaient [l'insuffisance de l'assistance humanitaire pour répondre aux crises d'urgence qui touchent depuis de nombreuses années les provinces de l'est de la RDC](#). Ces besoins s'expliquaient notamment par le [déficit financier entre l'aide apportée par rapport l'aide requise à l'échelle du pays](#).

**% de localités évaluées n'ayant bénéficié d'aucune forme d'assistance humanitaire au cours des 6 mois précédant la collecte de données, selon les IC (par territoire) :**

Rutshuru		82%
Nyiragongo		76%
Masisi		75%
Kalehe		49%

Parmi les localités évaluées **dans les 3 territoires du NK, 78% étaient rapportées par les IC comme n'ayant reçu aucune aide humanitaire au cours des 6 mois précédant les collectes de données. Cette absence d'aide n'était rapportée que pour 49% des localités évaluées dans le territoire de Kalehe.** Malgré une assistance humanitaire plus présente dans ce territoire du SK par rapport au NK en proportion, les IC rapportaient pour 93% des localités dans le territoire de Kalehe que cette aide avait été apportée trop tard pour répondre à temps aux besoins (contre 70% des localités évaluées dans le NK). Pour l'ensemble de cette évaluation, cette aide était très rarement rapportée comme suffisante en quantité et qualité (9% des localités évaluées). Lorsqu'elle était rapportée par les IC comme insuffisante, cette aide semblait toujours faire plus défaut en termes de quantité que de qualité. **Enfin, les participants de la plupart des GD mettaient en avant un besoin d'informations à propos de l'assistance humanitaire en langue swahili.**

### À PROPOS DE REACH

REACH Initiative facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination interagences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAT). Les fiches d'information et les aperçus de la situation humanitaires liés à ce projet sont disponibles sur le [Centre de Ressources](#).